

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, le Parti libéral n'a pas caché que ce crédit d'impôt lui déplaisait et qu'il ne saurait appuyer les efforts que nous faisons pour aider les Canadiens qui sont propriétaires ou qui veulent le devenir. A notre avis, il s'agit d'une mesure importante à laquelle tous les Canadiens s'intéressent. J'ose espérer que les députés d'en face changeront d'avis et qu'ils appuieront cette mesure qui avantagera un si grand nombre de Canadiens.

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Vu la déclaration très grave du ministre des Finances voulant que l'économie canadienne ne puisse supporter, pour l'instant, de réduction des impôts, à la lumière de cette déclaration, le premier ministre a-t-il l'intention de faire preuve de sérieux et de convaincre les Canadiens que notre économie est bien dirigée en prenant l'initiative réfléchie de retirer, sur-le-champ, le projet de loi dont la Chambre est actuellement saisie?

**Des voix:** Quelle honte!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, si le député veut défaire cette mesure à la Chambre, il devra inviter ses collègues à y être présents au lieu de demander au gouvernement de retirer une mesure, à son avis, importante.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** A notre avis, le crédit d'impôt est important pour les Canadiens, en ce moment. Nous comptons aller de l'avant. Permettez maintenant que je réponde à la seconde partie de la question du député. Depuis que nous avons été élus, plus précisément le 22 mai dernier, nous avons cherché à créer un climat de confiance parmi les investisseurs étrangers et canadiens, contrairement à la situation qui existait avant le 22 mai, et à constituer un gouvernement qui assume sérieusement la responsabilité de gérer l'économie canadienne.

● (1130)

**Des voix:** Bravo!

**M. John Evans (Ottawa-Centre):** Monsieur l'Orateur, je voudrais insister un peu plus là-dessus. Hier soir, le ministre des Finances a déclaré que tout dégrèvement fiscal accordé maintenant, et il faisait allusion aux dégrèvements fiscaux aussi importants que le programme de crédit d'impôt à l'intérêt hypothécaire et à l'impôt foncier, ruinerait l'économie. Je voudrais que le premier ministre nous dise si le ministre des Finances exposait une ligne de conduite que suivra le gouvernement en accordant des allègements fiscaux aux nantis de notre société et en envoyant les autres au diable.

**M. Clark:** Certes pas, monsieur l'Orateur.

**M. Evans:** Monsieur l'Orateur, hier soir le ministre des Finances a donné des chiffres exacts et précis pour montrer l'effet préjudiciable que pourrait avoir un dégrèvement uni-

[M. Chrétien.]

forme sur l'inflation, la balance des paiements, le compte courant et le déficit budgétaire. Nous avons posé ces mêmes questions au sujet du bill C-20 sans pouvoir obtenir ces chiffres. De fait, il a déclaré que cette mesure profiterait à l'économie.

J'aimerais savoir si on demandera aux députés d'adopter un projet de loi qui aura précisément les mêmes effets sur l'économie que ceux que décrivait le ministre des Finances à New York hier soir à propos de dégrèvements d'impôt accordés à tous les Canadiens.

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, je ferai remarquer à la Chambre que les déclarations que le ministre des Finances a faites hier soir portaient sur les répercussions d'initiatives que le gouvernement pourrait éventuellement prendre. Le crédit d'impôt est une mesure qui a bel et bien été proposée à la Chambre. Il figure dans le programme du gouvernement. Nous espérons d'ailleurs que cette mesure sera mise aux voix et adoptée rapidement et que l'opposition ne cherchera pas à empêcher les Canadiens de bénéficier de ce programme l'an prochain.

Comme l'a signalé le ministre des Finances, c'est en grande partie parce que l'administration antérieure ne s'est pas employée à résoudre les graves problèmes de la gestion de l'économie canadienne que nous ne pourrions inclure dans notre nouveau budget des dégrèvements d'impôt plus importants.

\* \* \*

## L'ÉNERGIE

### L'UTILISATION DES PROFITS ADDITIONNELS DES MULTINATIONALES PÉTROLIÈRES POUR L'EXPLOITATION DES RESSOURCES

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il semblerait qu'au terme des discussions sur le prix du pétrole, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta, les sociétés pétrolières seront en mesure de réaliser 37 milliards de dollars de plus au cours des quatre années à venir, et ce d'après les prévisions du gouvernement, dont j'ai un exemplaire sous les yeux. Le ministre peut-il nous donner l'assurance que cette somme astronomique, qui viendra de la poche des consommateurs canadiens, servira à la mise en valeur des ressources pétrolières du Canada?

**L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas sur quel document le député se fonde. Je suppose que c'est celui que lui a prêté le chef de son parti. Je suis néanmoins en mesure de dire que le gouvernement veillera à avoir suffisamment de fonds pour mettre en œuvre ses projets énergétiques forts intéressants en ayant recours à un régime d'imposition à la fois juste et équitable.